

ARRÊTÉ N° 1629 du 05 NOV. 2025

portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie la société par action simplifiée FRAMATOME sur la commune de Montbard (21500)

Arrêté préfectoral complémentaire recodificatif

LE PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-14, L. 181-15, L. 513-1, L. 515-28 à L. 515-35, R. 181-45, R. 181-47, R. 513-1, R. 513-2 et R.515-58 à R.515-84 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte ;

Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu le décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;

Vu la décision d'exécution (UE) 2022/2427 de la Commission Européenne du 6 décembre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine approuvé par arrêté du 23 mars 2022 ;

Vu le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de l'Armançon approuvé par arrêté inter-préfectoral du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2575 : "Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage" ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 février 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4715 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 » ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;

Vu l'arrêté du ministériel 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2561 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Vu l'arrêté du 04 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2007 portant autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2002 portant prescription complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 portant autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 juin 2011 portant autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2014 portant prescriptions complémentaires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2018 portant modification de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2011 autorisant la société Valinox Nucléaire à exploiter une unité de dégraissage sur la commune de Montbard ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2018 portant modification de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 autorisant la société Valinox Nucléaire à exploiter des installations sur la commune de Montbard ;

Vu l'arrêté préfectoral n°989 du 25 septembre 2020 portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie la société Valinox Nucléaire sur la commune de Montbard ;

Vu le courrier de la société Valinox Nucléaire du 8 décembre 2020 portant à connaissance des modifications de son site, situé sur la commune de Montbard ;

Vu le courrier de la société Framatome du 29 juillet 2022 portant demande d'autorisation de changement d'exploitant d'installation classée pour la protection de l'environnement située à Montbard à son profit ;

Vu les compléments apportés par l'exploitant à ces demandes, les 7 décembre 2022, 26 mars 2024, 3 février 2025, 10 juillet 2025 et 28 juillet 2025 ;

Vu le rapport et les propositions du 11 septembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 30 septembre 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant de SAS FRAMATOME ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est soumise au régime de l'autorisation au titre des rubriques 3420-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par les arrêtés préfectoraux du 26 octobre 2007, 26 janvier 2010, 23 juin 2011 susvisés ;

CONSIDÉRANT l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) no 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification CLP, et qu'il existe un risque de contamination des eaux souterraines et des sols sur l'emprise des installations ;

CONSIDÉRANT que les modifications de l'installation envisagées par la société FRAMATOME portent sur :

- l'augmentation de la puissance des machines fixes de travail mécanique des métaux et alliage de 2 847 kW à 4 688 kW ;
- la diminution de la puissance pour la production par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliage de 6 048 kW à 3490 kW ;
- la diminution de la puissance utilisée pour le polissage de 745 kW à 470 kW ;
- l'arrêt de l'activité de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle ;
- la diminution de la puissance de l'installation de récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère de 4 957 kW à 3 000 kW ;
- la diminution de la quantité de produit dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 de 148,58 tonnes à 66 tonnes ;
- la diminution de la puissance nominale totale des installations de combustion de 9,848 MW à 5 MW ;
- l'augmentation de la quantité de gaz à effet de serre fluorés de 345 kg à 1 096 kg (775 kg équipement frigorifique, 321 kg équipements d'extinction) ;
- l'internalisation d'une partie du stockage de caisses palettes de produits finis à l'UAP2 ;
- la suppression de 11 points de rejet aqueux ;

- le raccordement des rejets à la STEP de MONTBARD ;
- l'arrêt de l'utilisation de 10 points de rejets atmosphérique et la création d'un nouveau point ;
- le changement d'exploitant ;
- l'ajout de 6 piézomètres avec la régularisation administrative de la rubrique IOTA ;

CONSIDÉRANT que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient toutefois de préciser :

- le changement d'exploitant ;
- la nouvelle situation administrative de l'établissement ;
- la liste des conduits et installations raccordées ;
- les valeurs limites des rejets atmosphériques notamment pour le nouveau point de rejet ;
- la liste des point de rejets aqueux ;
- la nature et des quantités de déchets produits ;
- les mesures d'auto-surveillance ;

CONSIDÉRANT qu'en application de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 et du décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 susvisé la société FRAMATOME n'est plus soumise pour ses installations à la constitution de garanties financières ;

CONSIDÉRANT que ces précisions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que les nouvelles caractéristiques techniques de l'installation doivent être prises en compte dans la rédaction des prescriptions applicables à l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu en conséquence de faire application des dispositions prévues par l'article R. 181-45 du Code de l'environnement pour acter des éléments ci-avant permettant ainsi de limiter les incidences de l'installation sur les intérêts protégés du Code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La SAS FRAMATOME, (SIRET 379 041 395 00011), dont le siège social est situé à 1 place Jean Millier 92400 Courbevoie est autorisée pour son établissement (SIRET 379 041 395 00193), sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Montbard, au 5 Avenue du Maréchal LECLERC, les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Sont abrogées par le présent arrêté les prescriptions des arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 portant autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement ;
- arrêté préfectoral du 23 juin 2011 portant autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement ;

Sont abrogées par le présent arrêté, les arrêtés préfectoraux suivant :

- arrêté préfectoral du 18 décembre 2002 portant prescription complémentaires ;
- arrêté préfectoral du 16 juillet 2014 portant prescription complémentaires ;
- arrêté préfectoral du 4 octobre 2018 portant modification de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2011 autorisant la société Valinox Nucléaire à exploiter une unité de dégraissage sur la commune de Montbard ;
- arrêté préfectoral du 4 octobre 2018 portant modification de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2010 autorisant la société Valinox Nucléaire ;
- arrêté préfectoral n° 989 du 25 septembre 2020 portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie la société Valinox nucléaire sur la commune de Montbard ;

1.1.3 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

| Communes | Parcelles |
|----------|--|
| MONTBARD | AW 0043 – AW 0032 – AW 00021 – AW 0055 – AW 0037 |

L'établissement comprend un bâtiment administratif, 3 ateliers de production (UAP1, UAP 2 et UAP3), 1 laboratoire.

Le stockage des déchets et des produits dangereux étant localisés principalement en extérieur.

La surface de l'emprise de l'établissement est de 96 744 m² dont 39 776 m² de bâtiments.

1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE listées dans le tableau ci-dessous. Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques listées s'appliquent à l'installation, à l'exception des prescriptions auxquelles il est dérogé, qui sont explicitement listées dans cet arrêté.

| Rubrique ICPE | Libellé simplifié de la rubrique | Nature de l'installation | Capacité maximale | Régime (*) |
|---------------|--|--|-------------------|------------|
| 3420-a | Fabrication de produits chimiques inorganiques | Fabrication d'hydrogène | 500 kg/jour | A |
| 2560-1 | Travail mécanique des métaux et alliages | <p>Laminoir 75LC n°9 UAP1 : 900 kW Laminoir 50LC N°5 UAP3 : 630 kW Laminoir 50LC N°6 UAP3 : 630 kW Laminoir 50LC N°7 UAP3 : 630 kW Laminoir 50LC N°8 UAP3 : 630 kW Laminoir 50VMR N°1 UAP2 : 234 kW (Essais & Ebauches BAV) Laminoir 50VMR N°2 UAP2 : 300 kW Total : 3 954 kW</p> <p>Dresseuse APN2 : 31 kW Dresseuse TGL4 : 11 kW Dresseuse BAV-UAP2 : 28 kW Total : 70 kW</p> <p>UAP2 : Cintreuse Tauring TGL1 : 34 kW Cintreuse Eaton TGL1 : 15 kW Cintreuse EOS BAV TGL1 : 15 kW Pointeuse TGL1 : 5 kW Table coupe/retouche TGL1 : 5 kW Équipement d'usinage : 26 kW Total : 100 kW</p> <p>UAP 3: Cintreuse Bender TGL 5: 32 kW Cintreuse Bender TGL 5: 32 kW Total : 164 kW</p> <p>Banc étirage APN1-UAP1 : 500 kW Total : 500 kW</p> <p>Puissance totale de l'installation : 4688 kW</p> | 4 688 kW | E |
| 2564-2 | <p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670</p> <p>2. Pour les procédés sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l</p> | <p>Installation sous vide HOECK UAP1-APN2 de dégraissage des ébauches au tétrachloroéthylène (DOWPER MC) H351</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 cuves unitaires de 3000 litres • 1 distillateur de 512 litres • 1 distillateur de 33 litres | 6 545 L | DC |

| Rubrique ICPE | Libellé simplifié de la rubrique | Nature de l'installation | Capacité maximale | Régime (*) |
|---------------|--|---|-------------------|------------|
| 2563-1 | Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 1. Supérieure à 7 500 l | Station CORELEC - UAP 3 : Dégraissage alcalin au VN-D (JEFFA LUBRIFIANT) dilué à 10% en moyenne avec eau déminéralisée (circuit fermé) <ul style="list-style-type: none"> Pour extérieur tube : 1 cuve de 2 000 litres Pour intérieur tube : 1 cuve de 3 000 litres 2 distillateurs : TC 1500 de 850 litres & R1000 de 350 litres BAV - UAP2 TGL1 : Unité de dégraissage alcalin semi-automatisée <ul style="list-style-type: none"> 1 cuve de 3 100 litres | 9 300 litres | E |
| 2565-2a | Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique | UAP 1-APN2 : Passivation à l'acide nitrique 53 % dilué à 20 % : <ul style="list-style-type: none"> 1 cuve de 7 000 litres | 7 000 litres | E |
| 2921-2 | Installations de récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère. | 2 tours aéroréfrigérantes indépendantes : <ul style="list-style-type: none"> 1 TAR N°6 principale de 1 500 kW avec un circuit primaire fermé ⇒ refroidissement du four de détente TIV <ul style="list-style-type: none"> 1 TAR N°7 de secours ou complémentaire avec un circuit primaire fermé de 1 500 kW ⇒ refroidissement process hors four de détente | 3 000 kW | DC |
| 1185-2-a | Emploi de gaz à effet de serre fluoré dans des équipements clos en exploitation. | Climatiseurs et Groupes Froid UAP1 & Adm : 114 Kg UAP2 : 107 Kg UAP3 : 554 Kg | 775 kg | DC |
| 1185-2-2 | Emploi de gaz à effet de serre fluoré dans des équipements clos en exploitation. | 19 extincteurs fluorés en 9 litres ou en 6 litres. Gaz d'extinction = 321 kg | 321 kg | D |

| Rubrique ICPE | Libellé simplifié de la rubrique | Nature de l'installation | Capacité maximale | Régime (*) |
|---------------|---|---|-------------------|------------|
| 1978-4 | Solvants organiques : 4. Nettoyage de surface à l'aide de composés organiques volatils à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou de composés organiques volatils halogénés à mentions de danger H341 ou H351, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/ CEE et 1999/45/ CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 1 t/ an | Consommation annuelle de produits mis en œuvre dans les activités classées à la rubrique 2564 : <ul style="list-style-type: none"> Installation sous vide HOECK UAP1-APN2 de dégraissage des ébauches au tétrachloroéthylène (DOWPER MC) H351. (*) Vidange triennale Capacité de 6 512 litres soit 10,6 T* Avec appoint de 1400 litres /an soit 2,3 T | 12,9 t/an | D |
| 1978-5 | Solvants organiques : 5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/ an | UAP 3 : Nettoyage manuel des tubes (intérieur /extérieur) avec des lingettes imbibées d'acétone : Consommation annuelle max : 1,7 tonnes UAP 2 (BAV) & UAP 3 : <ul style="list-style-type: none"> Nettoyage manuel des tubes avec des lingettes imbibées d'alcool éthylique à 95° dénaturé. Nettoyage semi-automatisé des tubes : postes de bourre (activité classée à la rubrique 2564-1) Consommation annuelle max : 8,2 tonnes | 10 t/an | D |
| 2561 | Production industrielle par trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages | 4 Fours de traitement thermique : <ul style="list-style-type: none"> Drever APN2 UAP1 : 560 kW (gaz) Drever UAP3: 680 kW (gaz) 1 Four TIV-UAP3 : 1600 kW (gaz) Drever TGL2 UAP2 : 650 kW (électrique) | 3 490 kW | DC |

| Rubrique ICPE | Libellé simplifié de la rubrique | Nature de l'installation | Capacité maximale | Régime (*) |
|---------------|---|---|-------------------|------------|
| 4510-2 | Stockage de produit dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. | <ul style="list-style-type: none"> Huile paraffinique chlorée VN-L5 <p>pour le laminage à froid, en circuit fermé :</p> <p>UAP1 : 1 LAF avec cuve unitaire de 9000 L</p> <p>UAP2 : 1 LAF avec cuve unitaire de 5500 L</p> <p>UAP3 : 4 LAF avec cuve unitaire de 9000 L</p> <p>UAP 1,2,3 avec stock tampon unitaire : 3 cubitainers de 1m3</p> <p>Magasin : 4 cubitainers de 1m3</p> <p>Total : 57.5 m3 soit 62,4 T</p> <ul style="list-style-type: none"> HOUGHTON-GRINDS 170BF <p>UAP1 – UAP 3 – Magasin :</p> <p>pour polissage, lustrage, grenaillage : 1,9 T</p> <ul style="list-style-type: none"> Produits divers au Laboratoire et services techniques : 250 Kg | 65 tonnes | DC |
| 2910-A-2 | Installation de Combustion | <p>Chaudière gaz (TTS UAP1) : 630 kW</p> <p>Chaudière gaz (magasin) : 93 kW</p> <p>Make up gaz UAP3: $(937 \times 4) + (1 \times 468) = 4216$ kW</p> <p>Aérothermes MAI + local eaux = $75 + 25 = 100$ kW</p> <p>TOTAL : 5 039 kW</p> <p>BAV - UAP2 :</p> <p>Chaudière électrique (non concerné)</p> | 5,1 MW | DC |
| 2575 | Emploi de matières abrasives | <p>Lustreuse UAP1: 50 kW</p> <p>Shot penning: 25 kW</p> <p>Polisseuse 8T APN2-UAP1 : 120 kW</p> <p>Polisseuse 10 T TGL4-UAP3 : 120 kW</p> <p>Polisseuse remaniement : 60 kW</p> <p>Lustreuse TGL4-UAP3 : 60 kW</p> <p>TOTAL : 435 kW</p> <p>BAV - UAP2 :</p> <p>Lustreuse* TGL1 UAP 2 : 10 kW</p> <p>Lustreuse* TGL2 UAP 2 : 25 kW</p> <p>(*) sans lubrifiant</p> <p>TOTAL : 35 kW</p> | 470 kW | D |
| 4715 | Stockage d'hydrogène | 2 cuves de stockage d'une capacité unitaire de 45 000 Nm3 et de 378 kg chacune | 756 kg | D |

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique),

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau listées dans le tableau ci-dessous. Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques listées s'appliquent à l'installation, à l'exception des prescriptions auxquelles il est dérogé, qui sont explicitement listées dans cet arrêté.

| Rubrique IOTA | Libellé simplifié de la rubrique | Nature de l'installation | Quantité autorisée | Régime (*) |
|---------------|---|--|--------------------|------------|
| 1.1.1.0 | Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau | 14 piézomètres, dont 10 pour la surveillance périodique des eaux souterraines (détail cf. article 3.5.3) | 14 | D |

(*) D (Déclaration)

1.2.1 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3420 relative à la fabrication de produits chimiques inorganiques (hydrogène) et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF SIC « Chimie Inorganique de Spécialités ».

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant est tenu de respecter les prescriptions des articles R. 512-39 à R. 512-39-3 bis du Code de l'environnement.

Il notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;
- des interdictions ou limitations d'accès ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site conforme à l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

1.4.2 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des

dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.5 Documents tenus a la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclarations non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrements non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.6 Objectifs généraux

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD), et en tenant compte des intérêts mentionnés aux L. 515-11, notamment la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée des ressources.

Au plus tard 4 ans après la publication au JOUE des conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'installation, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables au site, telles que décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles, relatives à la chimie inorganique de spécialités ou garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent dans les conditions fixées au II de l'article R. 515-62 du Code de l'environnement, sans préjudice des dispositions prévues dans le présent arrêté.

Le dossier de réexamen prévu par l'article R. 515-71 du Code de l'environnement liste les MTD devant être mises en œuvre.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent

présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;

- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

1.7 Consignes

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- Les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, et les opérations d'entretien menés, doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 3.2.3 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), et le cas échéant rapportés à une teneur en oxygène de référence.

2.1 Conception des installations

2.1.1 Dispositions générales

I. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

II. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, et sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

III. Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

2.1.2 Conduits et installations raccordées

| N° de conduit | Installations raccordées | Puissance ou capacité | Combustible | Autres caractéristiques | Installations de traitement des effluents liés |
|---------------|--|-----------------------|-------------|--|--|
| Conduit N° 1' | Dégraissage passivation APN1 – TS | s.o | s.o | Installation à l'arrêt | aucun |
| Conduit N° 1 | Dégraissage passivation APN1 – TS | s.o | s.o | Rejets gazeux des installations de décapage et de passivation (rubrique 2565) | Laveur de buée |
| Conduit N° 2 | L3 1/2 APN1 – Laminaires | s.o | s.o | Installation à l'arrêt | Filtre cyclonique |
| Conduit N° 9 | Chaudière gaz TTS APN – Chauffage | 630 kW | Gaz | Rejets poussières +Nox (rubrique 2910) | aucun |
| Conduit N° 10 | Chaudière gaz Bureaux APN – Chauffage | 93 kW | Gaz | Rejets poussières +Nox (rubrique 2910) | aucun |
| Conduit N° 11 | Ancienne Chaudière gaz TGL 1 | s.o | s.o | Installation à l'arrêt | aucun |

| | | | | | |
|------------------|----------------------------------|-----|-----|--------------------------------------|----------------------------------|
| Conduit N° 12 | 75 LC VMR APN 2 – Laminoirs | s.o | s.o | Rejets poussières (rubrique 2560) | INTERFILTRE – OMS Ref 1000972 |
| Conduit N° 13 | 50 LC VMR 5 TGL 3 – Laminoirs | s.o | s.o | Rejets poussières (rubrique 2560) | INTERFILTRE – OMS Ref 1000972 |
| Conduit N° 14 | 50 LC VMR 7 TGL 3 – Laminoirs | s.o | s.o | Rejets poussières (rubrique 2560) | INTERFILTRE – OMS Ref 1000972 |
| Conduit N° 15 | 50 LC VMR 8 TGL 3 – Laminoirs | s.o | s.o | Rejets poussières (rubrique 2560) | INTERFILTRE – OMS Ref 1000972 |
| Conduit N° 16 | 50 LC VMR 6 TGL 3 – Laminoirs | s.o | s.o | Rejets poussières (rubrique 2560) | INTERFILTRE – OMS Ref 1000972 |
| Conduit N° 20 | Ressuage UAP3 – Ressuage | s.o | s.o | Rejets COV | INTERFILTRE – OMS Ref 1000972 |
| Conduit N° 22 | Fabrication hydrogène | s.o | s.o | Rejets Nox et H2S (rubrique 3420) | |

La localisation de ces installations est précisée sur le plan joint en annexe 3

2.1.3 Conditions générales de rejet

| | Hauteur en m | Diamètre en m | Débit nominal en Nm ³ /h | Vitesse minimale d'éjection en m/s |
|------------------|-----------------|------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|
| Conduit N° 1 | 13,5 | 0,3 | 25 195 | 8 |
| Conduit N° 9 | 6 | 0,20 | 2545 | 5 |
| Conduit N° 10 | 8,5 | 0,20 | 340 | 5 |
| Conduit N° 12 | 14 | 0,3 | 3 000 | 5 |
| Conduit N° 13 | 12 | 0,3 | 3000 | 5 |
| Conduit N° 14 | 12 | 0,3 | 3000 | 5 |
| Conduit N° 15 | 12 | 0,3 | 3000 | 5 |
| Conduit N° 16 | 12 | 0,3 | 3000 | 5 |
| Conduit N° 20 | 15 | 0,56 | 10 200 | 8 |
| Conduit N° 22 | 10 | 0,20 | 1400 | 12 |

2.2 Limitation des rejets

2.2.1 Dispositions générales

I. Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

II. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

III. Le brûlage à l'air libre est interdit.

2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

2.2.2.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

| Paramètre | Code CAS | Conduit n° 1 | |
|---|------------|-------------------------------------|-------------|
| | | Concentration mg/Nm ³ | Flux g/h |
| Acidité exprimé en H | | 0,5 | 12,6 |
| HF, exprimé en F | 7664-39-3 | 2 | 50,39 |
| Cr total | | 1 | 25,2 |
| Cr VI | 18540-29-9 | 0,1 | 2,52 |
| Ni | 7440-02-0 | 5 | 126 |
| Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn | | 5 | - |
| CN | | 1 | 25,2 |
| Alcalins exprimées en OH | | 10 | 252 |
| NOx, exprimés en NO ₂ | | 200 | 5 039 |
| SO ₂ | 446-09-5 | 100 | 2 519 |
| NH ₃ | 7664-41-7 | 30 | 755,85 |

| Paramètre | Code CAS | Conduit n° 12, 13, 14, 15, 16 | |
|--|----------|-------------------------------------|-------------|
| | | Concentration mg/Nm ³ | Flux g/h |
| Poussières, y compris particules fines | | 15 mg/Nm ³ sec | 45 |

| Paramètre | Code CAS | Conduit n° 9 et 10 | |
|---|----------|-------------------------------------|-------------|
| | | Concentration mg/Nm ³ | Flux |
| | | | Kg/h ou g/h |
| Concentration en O ₂ de référence | | 3 % O ₂ | - |
| Poussières, y compris particules fines | | 5 mg/Nm ³ sec | - |
| NO _x en équivalent NO ₂ | | 150 mg/Nm ³ | - |
| CO | 630-08-0 | 100 mg/Nm ³ | - |

| Paramètre | Code CAS | Conduit n° 20 | | |
|----------------------|----------|-------------------------------------|-------|---------------------------------|
| | | Concentration mg/Nm ³ | Flux | |
| | | | Kg/h | Annuel des émissions diffuse |
| COV en carbone total | | 75 mg/Nm | 0,765 | 20 % |

| Paramètre | Code CAS | Conduit n° 22 | |
|--|----------|-------------------------|-------------|
| | | Concentration mg/Nm3 | Flux g/h |
| NO _x en équivalent NO ₂ | | 50 | 70 |
| H ₂ S | | 5 | 7 |

2.2.3 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

En cas de nuisances, le préfet peut demander la réalisation d'une étude de dispersion. Cette étude de dispersion est réalisée par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité.

2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Dispositions générales

I. L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

II. Sauf disposition contraire, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence en vigueur précisées dans un avis publié au Journal officiel.

III. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

IV. Outre les mesures réalisées sous la responsabilité de l'exploitant, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de contrôles inopinés portant sur les rejets atmosphériques réalisés par un organisme tiers soumis à son approbation. Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées et à l'exploitant. Tous les frais occasionnés à cette fin sont supportés par l'exploitant.

2.3.2 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

I. L'exploitant assure une surveillance dans les conditions minimales suivantes :

- Rejet n°1

| Paramètre | Fréquence | Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire) | Fréquence de transmission |
|-------------------------|-----------|---|---------------------------|
| Débit | Annuelle | Selon méthodes de référence en vigueur | Annuelle |
| Acidité exprimée en H | Annuelle | Selon méthodes de référence en vigueur | Annuelle |
| Alcalins exprimés en OH | Annuelle | Selon méthodes de référence en vigueur | Annuelle |

- Rejets n° 12, 13, 14, 15 et 16

| Paramètre | Fréquence | Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire) | Fréquence de transmission |
|------------|-----------|---|---------------------------|
| Débit | Annuelle | Selon méthodes de référence en vigueur | Annuelle |
| Poussières | Annuelle | Selon méthodes de référence en vigueur | Annuelle |

- Rejets n° 9 et 10

| Paramètre | Fréquence | Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire) | Fréquence de transmission |
|-----------------|-----------|---|----------------------------|
| Débit | Annuelle | Selon méthodes de référence en vigueur | une fois tous les deux ans |
| Poussières | Annuelle | Selon méthodes de référence en vigueur | une fois tous les deux ans |
| NO _x | Annuelle | Selon méthodes de référence en vigueur | une fois tous les deux ans |

- Rejet n° 20

| Paramètre | Fréquence | Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire) | Fréquence de transmission |
|--------------------------------|-----------|---|---------------------------|
| Débit | Annuelle | Selon méthodes de référence en vigueur | Annuelle |
| COV (exprimé en carbone total) | Annuelle | Selon méthodes de référence en vigueur | Annuelle |

- Rejet n° 22

| Paramètre | Fréquence | Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire) | Fréquence de transmission |
|---|-----------|---|---------------------------|
| Débit | Annuelle | Selon méthodes de référence en vigueur | Annuelle |
| NO _x en équivalent NO ₂ | Annuelle | Selon méthodes de référence en vigueur | Annuelle |
| H ₂ S | Annuelle | Selon méthodes de référence en vigueur | Annuelle |

2.3.3 Surveillance des émissions par bilan

L'exploitant établit les bilans des émissions suivants :

| Paramètre | Type de mesures ou d'estimation | Fréquence |
|-----------------|---------------------------------|-----------|
| COVNM | Plan de gestion de solvant | Annuelle |
| COV spécifiques | Plan de gestion de solvant | Annuelle |

2.3.4 Mesures « comparatives »

Dans le cas de mesures d'autosurveillance des rejets, réalisées par des laboratoires non agréés, l'exactitude des mesures est régulièrement évaluée par leur comparaison avec des mesures réalisées par un laboratoire disposant, pour les paramètres concernés, de l'agrément du ministère en charge de l'environnement, ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé de l'accréditation pour les prélèvements et analyses dans l'air.

2.4 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (évents pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. À défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

| Origine de la ressource | Prélèvement maximal |
|-------------------------|-----------------------------|
| | Annuel (m ³ /an) |
| Réseau d'eau public | 2 000 |
| Canal de Bourgogne | 30 000 |

3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

3.2 Conception et gestion des réseaux, des ouvrages de traitement et des points de rejet

3.2.1 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, avaloirs, ...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

3.2.2 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

3.2.3 Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

3.2.4 Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

3.2.5 Gestion des ouvrages de traitement : conception et dysfonctionnement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

3.2.6 Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2.7 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- Les effluents de traitement de surface des ateliers TGL 3 et APN 2 sont traités par évaporation sous vide. Aucun rejet de ces effluents au milieu naturel ou en station d'épuration urbaine n'est autorisé.
- Les eaux de purge des tours aéroréfrigérantes, de préparation d'eau due aux lavages de l'ultrafiltration, de l'adoucisseur et de l'osmoseur, des bancs de contrôle non destructif CND70 et CND 78, des rinçages de polisseurs NIED et 6 têtes, et des épreuves hydraulique sont rejetés dans le bassin des eaux de récupération pour réutilisation dans les process, sans qu'il soit nécessaire au préalable de procéder à un traitement compte tenu de leur qualité.
- Les eaux pluviales de voiries de la zone UAP 3 qui transitent par des débourbeurs-déshuileurs, sont rejetées dans le bassin des eaux de récupération pour réutilisation dans les process.
- Les eaux pluviales de voiries de la zone UAP 1 et 2, et du parc à ferrailles qui transitent par des débourbeurs-déshuileurs, sont rejetés dans le Rondeau.
- Les eaux pluviales de toiture non susceptible d'être polluées, sont rejetées dans le Rondeau.

Après information de l'inspection et dans le respect de l'article 3.3 du présent arrêté le trop plein du bassin des eaux de récupération peut être rejeté dans le Rondeau (milieu naturel) au point de rejet n° 5.

Les eaux sanitaires sont traitées à la STEP communale de Montbard.

Toute autre rejet que ceux listés ci-dessus sont interdits.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes :

| | | |
|--|---------------------------|-------------------------------------|
| Point de rejet à la sortie du périmètre ICPE | Nom | Rejet n°5 |
| | Coordonnées en Lambert 93 | X : 799934,47 Y : 6725423,42 |
| Nature des effluents | | Eaux pluviales/ Purges et assimilés |
| Réseau de collecte et traitement si existant | | Passage dans un déshuileur – bassin |

| | | | |
|---|--|--|--|
| tant | | Canalisé dans le Rondeau, puis rejoint la Brenne. | |
| Type de rejet en sortie de site | | rejet canalisé vers le milieu naturel | |
| Pour un rejet canalisé vers une station d'épuration communale | Code station | Sans-objet | |
| | Nom station | | |
| | Commune station | | |
| Cours d'eau final | Code masse d'eau | FRHR63 | |
| | Nom masse d'eau | La Brenne du confluent de l'Oze (exclu) au confluent de l'Armançon (exclu) | |
| | Coordonnée en Lambert 93 (au point de contact avec le cours d'eau) | 799495 6725580 | |
| | QMNA5 (L/s) | 133 | |

| | | | |
|---|--|--|--|
| Point de rejet à la sortie du périmètre ICPE | Nom | Rejet n°1 - parc à ferrailles | Rejet n°2 – zone UAP 1 et 2 |
| | Coordonnées en Lambert 93 | X :799500 Y : 6725519 | X : 799913 Y : 6725436 |
| Nature des effluents | | Eaux pluviales | Eaux pluviales |
| Réseau de collecte et traitement si existant | | Passage dans un déshuileur (DD1). Canalisé dans le Rondeau, puis rejoint la Brenne. | Passage dans un déshuileur (DD2, DD4, DD5). Canalisé dans le Rondeau, puis rejoint la Brenne. |
| Type de rejet en sortie de site | | rejet canalisé vers le milieu naturel | rejet canalisé vers le milieu naturel |
| Pour un rejet canalisé vers une station d'épuration communale | Code station | Sans-objet | Sans-objet |
| | Nom station | | |
| | Commune station | | |
| Cours d'eau final | Code masse d'eau | FRHR63 | FRHR63 |
| | Nom masse d'eau | La Brenne du confluent de l'Oze (exclu) au confluent de l'Armançon (exclu) | La Brenne du confluent de l'Oze (exclu) au confluent de l'Armançon (exclu) |
| | Coordonnée en Lambert 93 (au point de contact avec le cours d'eau) | 799495 6725580 | 799495 6725580 |
| | QMNA5 (L/s) | 133 | 133 |

3.2.8 Raccordement au « Rondeau »

Le Rondeau est un cours d'eau recueillant entre autres, les eaux pluviales provenant d'une partie du versant de « La MOTAGNOTTE », colline située en amont hydraulique au sud du site.

Le Rondeau est canalisé sous le site, son entrée au droit du site est située au sud-est après son passage sous la voie ferrée (coordonnées Lambert 93 : X : 800104 ; Y:6725158) et sa sortie se situe

au niveau du raccordement (coordonnées Lambert 93 : X : 799505 ; Y : 6725551) avec l'embranchement dans le dernier collecteur avant rejet dans la rivière « la Brenne » .

L'exploitant tient à jour la liste et la localisation de l'ensemble des points de rejets connectés au tronçon du Rondeau susvisé. Notamment l'ensemble des points de rejets des eaux pluviales de toiture non susceptibles d'être polluées.

Tout raccordement en provenance des installations de la société FRAMATOME, dans le Rondeau autre que ceux mentionnés aux articles 3.2.7 et 3.2.8 du présent arrêté est interdit.

3.2.9 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

3.3 Valeurs limites d'émission

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Le réseau de collecte est conçu pour collecter chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne dans le bassin des eaux de récupération.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°5

- Température maximale : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

| Paramètre | Code SANDRE | Rejet n°5 |
|--|-------------|---|
| | | Concentration journalière maximale (mg/l) (*) |
| Potentiel en Hydrogène | 1302 | PH compris entre 5,5 et 8,5 |
| MES | 1305 | 30 |
| DCO | 1314 | 125 |
| HCT | 7009 | 5 |
| Métaux totaux | 8095 | 15 |
| Argent | 1368 | 0,5 |
| Fer | 1393 | 5 |
| Nickel et ses composés (en Ni) | 1386 | 0,05 |
| Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome) | 1389 | 0,05 |
| Zinc et ses composés (en Zn) | 1383 | 0,8 |

| | | |
|---|--------------------------|-------|
| Arsenic | 1369 | 0,05 |
| Cuivre et ses composés (en Cu) | 1392 | 0,05 |
| Cadmium et ses composés* (en Cd) | 1388 | 0,050 |
| Étain et ses composés | 1394 | 2 |
| Plomb et ses composés (en Pb) | 1382 | 0,025 |
| Aluminium | 1370 | 5 |
| Mercure et ses composés* (en Hg) | 1387 | 0,02 |
| Manganèse | 1394 | 1 |
| Chrome VI (en Cr6+) | 1371 | 0,1 |
| Nitrite | 1339 | 20 |
| Fluorure | 7073 | 15 |
| Sulfates | 1338 | 200 |
| Sulfites | 1086 | 20 |
| Sulfures | 1355 | 0,2 |
| Phosphore | 1350 | 10 |
| Ion Fluorure (en F-) | 7073 | 30 |
| Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) | 1106 (AOX) 1760 (EOX) | 0,5 |
| Azote Global | 1350 | 10 |
| trichloroéthylène | 1286 | 0,025 |

Note : (*) la concentration maximale est mesurée sur la base d'un prélèvement instantané représentatif de la qualité des eaux du bassin.

3.3.2 Autres rejets

L'ensemble des eaux pluviales de voiries sont traitées sur les débourbeurs – déshuileurs relatifs aux zones définies ci-après :

| Separateur n° | Lieu | Paramètre | Code SANDRE | Teneur maximale autorisée en mg/l |
|------------------|---------------------|------------------------------|-------------|--------------------------------------|
| DD1 | Parc à ferrailles | Hydrocarbures totaux | 7009 | 5 |
| | | Matières en suspension (MES) | 1305 | 100 |
| | | DBO5 | 1313 | 100 |
| | | DCO | 1314 | 300 |
| DD2 | « Sous infirmerie » | Hydrocarbures totaux | 7009 | 5 |
| | | Matières en suspension (MES) | 1305 | 100 |
| | | DBO5 | 1313 | 100 |
| | | DCO | 1314 | 300 |
| DD3 | APN Sud | Hydrocarbures totaux | 7009 | 5 |
| DD4 | Bureaux Est | Hydrocarbures totaux | 7009 | 5 |
| | | Matières en suspension (MES) | 1305 | 100 |
| | | DBO5 | 1313 | 100 |
| | | DCO | 1314 | 300 |
| DD5 | Bureaux Ouest | Hydrocarbures totaux | 7009 | 5 |
| | | Matières en suspension (MES) | 1305 | 100 |
| | | DBO5 | 1313 | 100 |
| | | DCO | 1314 | 300 |
| DD6 | Bassin Tampon | Hydrocarbures totaux | 7009 | 5 |
| DD7 | Parc déchets | Hydrocarbures totaux | 7009 | 5 |
| DD8 | Magasin VALTUBES | Hydrocarbures totaux | 7009 | 5 |
| DD9 | Bâtiment « zéro | Hydrocarbures totaux | 7009 | 5 |

| | | | | |
|--|---------|--|--|--|
| | rejet » | | | |
|--|---------|--|--|--|

Les débourbeurs – deshuileurs sont vidangés/nettoyés autant que nécessaire et a minima tous les 6 mois par une société spécialisée.

L'ensemble des eaux de rejets des tours aéroréfrigérantes ne doivent pas nuire à la sécurité des personnes, à la qualité des milieux naturels, ni à la conservation des ouvrages, ni, éventuellement, au fonctionnement de la station d'épuration dans laquelle s'effectue le rejet. Les valeurs limites d'émission ci-dessous s'entendent avant toute dilution des rejets des installations de refroidissement.

| Paramètre | Code SANDRE | Rejet des tours aéroréfrigérantes |
|--|-------------|---|
| | | Concentration journalière maximale (mg/l) |
| Potentiel en Hydrogène | 1302 | PH compris entre 5,5 et 9,5 |
| MES | 1305 | 100 |
| DCO | 1314 | 300 |
| Phosphore (exprimé en P) | 1350 | 10 |
| Fer | 1393 | 5 |
| Composés organiques halogénés (en AOX) | 1106 | 1 |
| Plomb et ses composés (en Pb) | 1382 | 0,5 |
| Nickel et ses composés (en Ni) | 1386 | 0,5 |
| Arsenic et composés sur échantillon brut (exprimé en As) | 1369 | 0,05 |
| Cuivre et ses composés (en Cu) | 1392 | 0,5 |
| Zinc et ses composés (en Zn) | 1383 | 2 |
| THM (TriHaloMéthane) | 6275 | 1 |

Par ailleurs, pour les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation au regard des biocides utilisés, l'exploitant les présente dans la fiche de stratégie de traitement préventif et indique les valeurs de concentration auxquelles elles seront rejetées.

En tout état de cause, pour les substances y figurant, les valeurs limites de l'annexe IV de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé sont respectées en sortie de l'installation.

Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée a minima selon la fréquence et pour les paramètres énumérés au 3.4.2.

3.4.2 Contrôle des rejets

Pour le point de rejet externe n°5 :

Le débit est mesuré et enregistré en continu sur toute période de rejet.

L'exploitant effectue une analyse des eaux des bassins des eaux de récupération avant toutes périodes de rejet externe. Le niveau d'eau dans le bassin (avec sa correspondance en volume) est relevé et enregistré en continu ou à une fréquence adaptée de sorte à pouvoir anticiper tout besoin de rejet d'eau hors site au regard de la consommation d'eau du site et de la pluviométrie annoncée.

| Paramètre | Code SANDRE | Type de suivi |
|--|--------------------------|------------------------|
| Potentiel en Hydrogène | 1302 | Prélèvement instantané |
| MES | 1305 | Prélèvement instantané |
| DCO | 1314 | Prélèvement instantané |
| HCT | 7009 | Prélèvement instantané |
| Métaux totaux | 8095 | Prélèvement instantané |
| Argent | 1368 | Prélèvement instantané |
| Fer | 1393 | Prélèvement instantané |
| Nickel et ses composés (en Ni) | 1386 | Prélèvement instantané |
| Chrome et ses composés | 1389 | Prélèvement instantané |
| Zinc et ses composés (en Zn) | 1383 | Prélèvement instantané |
| Arsenic | 1369 | Prélèvement instantané |
| Cuivre et ses composés (en Cu) | 1392 | Prélèvement instantané |
| Cadmium et ses composés* (en Cd) | 1388 | Prélèvement instantané |
| Étain et ses composés | 1394 | Prélèvement instantané |
| Plomb et ses composés (en Pb) | 1382 | Prélèvement instantané |
| Aluminium | 1370 | Prélèvement instantané |
| Mercure et ses composés* (en Hg) | 1387 | Prélèvement instantané |
| Manganèse | 1394 | Prélèvement instantané |
| Sodium | 1375 | Prélèvement instantané |
| Chrome VI (en Cr6+) | 1371 | Prélèvement instantané |
| Nitrite | 1339 | Prélèvement instantané |
| Fluorure | 7073 | Prélèvement instantané |
| Sulfates | 1338 | Prélèvement instantané |
| Sulfites | 1086 | Prélèvement instantané |
| Sulfures | 1355 | Prélèvement instantané |
| Phosphore | 1350 | Prélèvement instantané |
| Ion Fluorure (en F-) | 7073 | Prélèvement instantané |
| Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) | 1106 (AOX) 1760 (EOX) | Prélèvement instantané |
| Azote Global | 1350 | Prélèvement instantané |
| trichloroéthylène | 1286 | Prélèvement instantané |

Pour les points de rejets interne :

- au niveau du rejet des séparateurs débourbeurs – déshuileurs :

| Lieu | Paramètre | Code SANDRE | Périodicité de la mesure | Fréquence de transmission |
|------|-----------|-------------|--------------------------|---------------------------|
|------|-----------|-------------|--------------------------|---------------------------|

| | | | | |
|---------------------|----------------------|------|----------|----------|
| Parc à ferrailles | Hydrocarbures totaux | 7009 | annuelle | annuelle |
| « Sous infirmerie » | Hydrocarbures totaux | 7009 | annuelle | annuelle |
| APN Sud | Hydrocarbures totaux | 7009 | annuelle | annuelle |
| Bureaux Est | Hydrocarbures totaux | 7009 | annuelle | annuelle |
| Bureaux Ouest | Hydrocarbures totaux | 7009 | annuelle | annuelle |
| Bassin Tampon | Hydrocarbures totaux | 7009 | annuelle | annuelle |

- au niveau du rejet des tours aéroréfrigérantes

| Paramètre | Code SANDRE | Type de suivi | Périodicité de la mesure | Fréquence de transmission |
|--|-------------|-------------------|--------------------------|---------------------------|
| Température | 1301 | ponctuelle | annuelle | annuelle |
| Potentiel en Hydrogène | 1302 | 24h asservi débit | annuelle | annuelle |
| MES | 1305 | 24h asservi débit | annuelle | annuelle |
| DCO | 1314 | 24h asservi débit | Trimestrielle | annuelle |
| Phosphore (exprimé en P) | 1350 | 24h asservi débit | annuelle | annuelle |
| Fer | 1393 | 24h asservi débit | annuelle | annuelle |
| Composés organiques halogénés (en AOX) | 1106 | 24h asservi débit | Trimestrielle | annuelle |
| Plomb et ses composés (en Pb) | 1382 | 24h asservi débit | annuelle | annuelle |
| Nickel et ses composés (en Ni) | 1386 | 24h asservi débit | annuelle | annuelle |
| Arsenic et composés sur échantillon brut (exprimé en As) | 1369 | 24h asservi débit | annuelle | annuelle |
| Cuivre et ses composés (en Cu) | 1392 | 24h asservi débit | annuelle | annuelle |
| Zinc et ses composés (en Zn) | 1383 | 24h asservi débit | annuelle | annuelle |
| THM (TriHaloMéthane) | 6275 | 24h asservi débit | Trimestrielle | annuelle |

3.5 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

3.5.2 Implantation des ouvrages et contrôle des eaux souterraines

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci. Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

3.5.3 Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

| Pt de mesure | N°BSS de l'ouvrage | Localisation | Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau | Profondeur de l'ouvrage | Coordonnées Lambert-93 |
|--------------|--------------------|--|---|-------------------------|---|
| PZ6 bis | BSS001EBSJ | Aval Latéral de TGL1 | Superficiel - Marnes et calcaires de la bordure lias trias de l'est du Morvan | 4,60 | X : 1799873.32 Y : 6269992.60 Z : 209.66 |
| PZ8 | BSS001EBSL | Aval du site Laboratoire, vers parc à billettes | Superficiel - Marnes et calcaires de la bordure lias trias de l'est du Morvan | 6,6 | X : 1799544.81 Y : 6270079.55 Z : 209.21 |
| PZTUB1 | | Amont Réfectoire UAP3 | Niveau inférieur des Alluvions argilo graveleuses de la Brenne /Toarcien ? (Coupe non disponible) | 9,2 | X : 1800135.60 Y : 6269753.17 Z : 213.16 |
| PZS1 | BSS004NVHA | Amont Réfectoire UAP3 | Niveau inférieur des Alluvions argilo graveleuses de la Brenne (toit Toarcien) | 6 | X : 1800153.04 Y : 6269750.25 Z : 213.13 |
| PZTUB2 | | Latéral/Aval UAP3 Pôle technique | Superficiel : niveau supérieur présent dans les rem-blais/colluvion ? (coupe non disponible) | 3,9 | X : 18000058.74 Y : 6269920.04 Z : 212.87 |
| PZS3 | BSS004NVHB | Aval bassin/limite de site Parc à déchets | Superficiel : niveau supérieur présent dans les rem-blais/colluvions | 9 | X : 1799975.64 Y : 6269868.69 Z : 212.86 |
| PZA2 | BSS004NVGY | Latéral/Aval UAP3 Parking APN, devant bassins | Niveau inférieur des Alluvions argilo- graveleuses de la Brenne | 10 | X : 1800003.38 Y : 6269941.20 Z : 212.68 |
| PZS2 | BSS004NVGX | Latéral/Aval UAP3 Parking APN, devant bassins | Superficiel : niveau supérieur présent dans les rem-blais/colluvion | 7 | X : 1800005.26 Y : 6269940.42 Z : 212.66 |
| PZA3 | BSS004NVHC | Latéral aval UAP1 Entre APN et bureaux administratifs | Niveau inférieur des Alluvions argilo- graveleuses de la Brenne | 11 | X : 18000028.76 Y : 6270013.31 Z : 212.59 |
| PZA1 | BSS004NVGZ | Aval UAP1/mont UAP2 Au début, le long de TGL1 | Niveau inférieur des Alluvions argilo graveleuses de la Brenne | 9 | X : 1799952.51 Y : 6269969.74 Z : 209.58 |

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 1

L'exploitant, sauf s'il en justifie l'utilité, fait combler de manière à garantir l'absence de circulation d'eau et à prévenir tout risque de pollution les piézomètres ci-dessous :

| Pt de mesure | N°BSS de l'ouvrage | Localisation | Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau | Profondeur de l'ouvrage | Coordonnées Lambert-93 |
|--------------|--------------------|--------------|---|-------------------------|---------------------------|
| Pz5 | BSS001EBSG | Aval | Marnes et calcaires de la bordure lias trias de l'est du Morvan | - | X : 799893 Y : 6725457 |
| Pz7 | BSS001EBSK | Aval | Profond - Marnes et calcaires de la bordure lias trias de l'est du Morvan | 9,50 | X : 799558 Y : 6725544 |
| Pz9 | BSS001EBSM | Aval | Superficiel - Marnes et calcaires de la bordure lias trias de l'est du | 5,90 | X : 799935 Y : 6725489 |

| | | | | | |
|------|------------|-------|--|---|---------------------------|
| | | | Morvan | | |
| Pz10 | BSS001EBSN | Amont | Marnes et calcaires de la bordure lias trias de l'est du Morvan | - | X : 800082 Y : 6725368 |

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

| Paramètres | | Pt de mesure | Fréquence des analyses |
|--|--|--|---|
| Nom | Code SANDRE | | |
| Hydrocarbures totaux (C5-C10 et C10-C40) | 7009 | PZ6 bis – PZ 7 – PZ8 – Pz9 – PZV tub2 | Tous les 6 mois : 1 analyse en période de basses eaux et 1 analyse en période de hautes eaux |
| Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques | 7088 | PZ6 bis – PZ7–PZ8 –PZ9 –PZTUB1–PZS1–PZ-TUB2–PZS3–PZA2–PZS2–PZA2–PZA1 | |
| Éléments de traces métalliques : • arsenic ; • baryum ; • cadmium ; • chrome ; • cuivre ; • mercure ; • molybdène ; • nickel ; • plomb ; • sélénium ; • zinc. | 1369 1396 1388 1389 1392 1387 1395 1386 1382 1385 1383 | PZ6 bis – PZ7–PZ8 –PZ9 –PZTUB1–PZS1–PZTUB2–PZS3–PZA2–PZS2–PZA2–PZA1 | |
| Chlorures | 1337 | PZ6 bis – Pz9 - PZV tub2 | |
| Fluorure | 7073 | PZ6 bis – PZ7–PZ8 –PZ9 –PZTUB1–PZS1–PZ-TUB2–PZS3–PZA2–PZS2–PZA2–PZA1 | |
| Sulfates | 1338 | PZ6 bis – PZ7–PZ8 –PZ9 –PZTUB1–PZS1–PZ-TUB2–PZS3–PZA2–PZS2–PZA2–PZA1 | |
| Composés mono aromatiques volatiles (Benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes) | 5918 | PZ6 bis – PZ7–PZ8 –PZ9 –PZTUB1–PZS1–PZ-TUB2–PZS3–PZA2–PZS2–PZA2–PZA1 | |
| Composés Organohalogénés Volatils (COHV incluant le Trichloroéthylène et le Tétrachloroéthylène) | 7485 | PZ6 bis – PZ7–PZ8 –PZ9 –PZTUB1–PZS1–PZTUB2–PZS3–PZA2–PZS2–PZA2–PZA1 | |
| Trichlorofluoroéthane | 1195 | PZ6 bis – PZ7–PZ8 –PZ9 –PZTUB1–PZS1–PZTUB2–PZS3–PZA2–PZS2–PZA2–PZA1 | |

Les prélèvements d'échantillon et analyses devront être effectués selon un protocole reconnu.

La surveillance des eaux souterraines est effectuée sur les points référencés ci-dessus et le cas échéant aux éventuels autres points référencés dans le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59. ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

3.5.4 Transmission des résultats

Les résultats des analyses pratiquées devront être transmis à l'inspection des installations classées conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 modifié relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, après chaque campagne, accompagnés de l'indication des niveaux piézométriques relevés, ainsi que tous les commentaires utiles à leur compréhension.

Sur la base de ce document et d'un argumentaire détaillé, l'exploitant pourra demander, à l'inspection des installations classées que soient modifiées toutes ou partie des dispositions des articles 3.5.1 à 3.5.4.

3.5.5 Surveillance des sols

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59. ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans à minima.

3.6 Dispositions spécifiques sécheresses

3.6.1 Adaptation des prélèvements en cas de sécheresse

Selon le niveau de vigilance activé en application de l'arrêté départemental-cadre sécheresse, et dans le cas où la consommation annuelle est supérieure à 7000 m³/an l'exploitant adapte ses prélèvements journaliers conformément à la réglementation en vigueur.

L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, lorsque sont dépassés les seuils suivants :

- seuil de vigilance ;
- seuil d'alerte ;
- seuil d'alerte renforcée ;
- seuil de crise ;

définis dans l'arrêté préfectoral cadre définissant pour la zone des mesures coordonnées de limitations provisoires des usages de l'eau et de surveillance.

Lors du dépassement des seuils de vigilance, alerte, alerte renforcée et crise, constaté par arrêté préfectoral, l'exploitant met en œuvre les mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral portant restriction d'usage de l'eau, ainsi que les mesures spécifiques suivantes :

| | | | | |
|------------------------------------|--|--|--|-------|
| | Disposition à mettre en œuvre | | | |
| | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise |
| Sensibilisation | Le personnel est informé du seuil sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux. | | | |
| | | Des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichés dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau. | | |
| Action de réduction de prélèvement | Un renforcement du suivi des consommations est mis en place : passage de mensuel à hebdomadaire. | | | |
| | | <ul style="list-style-type: none">- L'arrosage des pelouses ainsi que lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers, ...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité ;- Les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation ;- Les tests à l'eau sont limités aux conditions l'exigeant réglementairement, ou pour des raisons de sécurité. | | |
| | | | Des réflexions sont apportées sur des sources d'optimisation (le stockage d'eau de pluie, la mise en place d'installations de refroidissement moins consommatrices d'eau). | |

La levée des mesures indiquées ci-dessus sera soit actée par arrêté préfectoral, soit effective à la date de fin de validité de l'arrêté préfectoral actant le franchissement de seuil.

3.6.2 Adaptation des prescriptions sur les rejets en cas de sécheresse

Aucun rejet d'eaux résiduaires dans le milieu naturel n'est autorisé.

4 PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1 Limitation des niveaux de bruit

4.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

| Périodes | Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) | Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) |
|---------------------------------|---|--|
| Niveau sonore limite admissible | 70 dB(A) | 60 dB(A) |

4.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans, selon la méthode dite d'expertise.

4.2 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

5 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.1 Conception des installations

5.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Les dispositions constructives sont conformes à l'ensemble des dispositions prévues dans l'étude de dangers.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.2 Désenfumage

Les dispositifs de désenfumage sont conformes à l'ensemble des dispositions prévues dans l'étude de dangers.

5.1.3 Organisation des stockages

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparation dangereuses.

À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façons très lisible.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuse susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant en compte des phrases de risques codifié par le règlement en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

5.1.4 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Les voies auront les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur de la bande de roulement : 3,50 m
- rayon intérieur de giration : 11 m
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu.

5.1.5 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

L'exploitant prend toute disposition pour protéger le sol et les eaux souterraines ainsi qu'entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

5.1.6 Dispositions générales

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée.

5.1.6.1 Dispositions spécifiques à certains produits

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

5.1.6.2 Dispositions spécifiques aux réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

5.1.6.3 Tuyauteries

Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les tuyauteries sont identifiées conformément aux normes en vigueur.

5.1.6.4 Aires de chargement et de déchargement – transport de produits dangereux

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers et ferroviaires sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

5.1.6.5 Recueil des eaux et écoulements pollués et confinement des eaux d'extinction incendie

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incident (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à des bassins de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité total minimum de 3 762 m³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par le chapitre 3.3.1 traitant des caractéristiques des rejets externes.

Ils sont maintenus en temps normal vide. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent être actionnés en toute circonstance.

5.2 Dispositifs et mesures de prévention des accidents

5.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

5.2.2 Matériels utilisables en atmosphère explosive

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 5.2.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement.

5.2.3 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

À proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque local à risque identifié à l'article 5.2.1.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

5.2.4 Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les barrières de sécurité ou mesures des maîtrises des risques et les paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

5.2.5 Domaine de fonctionnement sûr des procédés

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr.

L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

5.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

5.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers.

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé et complétés et précisés comme ci-après :

Pour l'UAP 1 et UAP 2 :

- Des extincteurs mobiles au dioxyde de carbone, à eau ou à poudre selon le sinistre à combattre répartis dans les ateliers autant que de besoin. Les extincteurs sont vérifiés annuellement. Des exercices de manipulation du matériel d'extinction sont organisés de manière périodique pour le personnel.
- des extincteurs fixes au CO2 au niveau des 4 fosses de laminage, contrôlés tous les 6 mois.
- 1 RIA est installé au niveau de la mise en caisse de l'atelier TGL ;
- 11 poteaux incendie dont la localisation est répertoriée sur le plan joint en annexe 2.

Pour l'UAP 3 :

- 3 RIA :
 - 1 RIA hors gel à proximité stockage / production hydrogène ;
 - 1 RIA à proximité du magasin ;
 - 1 RIA en A5 à proximité zone emballage.
- des extincteurs mobiles au dioxyde de carbone, à eau ou à poudre selon le sinistre à combattre répartis dans les ateliers autant que de besoin. Les extincteurs sont vérifiés annuellement. Le nombre et l'emplacement de ces extincteurs seront redéfinis en coordination avec les pompiers et la commission sécurité du site.
- des extincteurs fixes au CO2 au niveau des 2 fosses de laminage, contrôlés tous les 6 mois.

L'eau nécessaire à la défense incendie au sein du site (hors RIA) est disponible via :

- la présence de 2 bassins équipés de colonnes fixes d'aspiration disposant en permanence d'au moins 500 m³ d'eau chacun et situé à 40 m de la limite Est du site ;
- d'un château d'eau privé disposant en permanences d'au moins 600 m³ et situés à 60 mètres à l'est du site ;
- d'une prise d'eau dans le canal de Bourgogne permettant l'alimentation en eaux des bassins susvisés.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

5.4 Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

6.1 Prévention et gestion des déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

6.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les déchets sont éliminés au fur et à mesure de leur production et à minima dès que la quantité du déchet considéré est égale à une unité de transport (1 poids lourds, etc ...).

7 DISPOSITIONS FINALES

7.1 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est notifié à la SAS FRAMATOME.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Dijon:

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

7.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Montbard et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Montbard pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Côte-d'Or pendant une durée minimale d'un mois.

7.3 Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le maire de la commune de Montbard et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Le préfet

~~Pour le préfet et par délégation~~
Le secrétaire général

Denis BRUEL

ANNEXE 1 : IMPLANTATION DES PIÉZOMÈTRES



